

**Discours de Mme Yaël Braun-Pivet,
Présidente de l'Assemblée nationale**

**Soirée de débats et d'échanges
avec M. Gérard Larcher, Président du Sénat,
« Pour la République, contre l'antisémitisme », 2 ans après la marche
du 12 novembre 2023, organisée par le CRIF**

Mercredi 12 novembre 2025 – Maison de la Chimie

SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le Président du Sénat,

Monsieur le Président du CRIF,

Mesdames et messieurs les parlementaires,

Mesdames, messieurs,

On me pose souvent cette question lors de mes interviews ou en déplacement :

« Madame la Présidente de l'Assemblée nationale, quel est votre plus beau souvenir en politique ? »

Et à chaque fois, j'ai la même réponse, limpide, évidente : le 12 novembre 2023.

Parce que ce jour-là ne fut pas une simple manifestation, une simple marche.

Ce fut une rencontre.

Une rencontre entre nos deux institutions, l'Assemblée nationale et le Sénat, et le peuple français.

Une rencontre qui portait sur l'essentiel. Sur ce qui nous unit et nous relie. Sur les valeurs de notre République.

Mais pour bien comprendre le sens et la portée de cette marche, il faut repenser à ces quelques jours de stupeur et d'horreur ayant suivi le 7 octobre.

Ces jours où toutes les digues semblaient céder.

Et au milieu des drames, je me souviens de cette question que m'a posée mon deuxième fils : « *Maman, à quoi ça sert d'avoir gagné une voix si tu ne t'en sers pas ?* ».

Alors, avec le Président du Sénat, cher Gérard, et avec le soutien du CRIF, cher Yonathan Arfi, nous avons porté nos voix.

Nous avons assumé les hautes responsabilités institutionnelles que nous exerçons – en appelant nos concitoyens à marcher **pour la République et contre l'antisémitisme**.

À marcher pour ce que nous sommes.

À marcher pour défendre ces principes qui fondent la République : la tolérance, la liberté, la **laïcité**.

Cette laïcité qui permet que chacun puisse vivre en paix, quelles que soient ses origines et ses croyances.

Cette laïcité que le rapporteur de la loi du 9 décembre 1905, **Aristide Briand**, qualifiait de « *loi de liberté* » et dont nous célébrerons le mois prochain, à l'Assemblée nationale, le cent-vingtenaire.

**

Oui, ce 12 novembre 2023 fut le jour le plus marquant de ma vie politique.
Le jour... mais aussi le soir.

Car je me souviens, en rentrant chez moi, revoir ces images d'une foule immense et digne. Plus de 100 000 personnes à Paris. Près de 200 000 dans toute la France.

Je compris alors la puissance sismique de la parole politique, quand elle est juste, quand elle s'ajuste à l'âme profonde du pays.

Et oui, je l'avoue, ce soir-là, j'ai versé ma larme.

**

Cher Gérard Larcher, dans notre appel, nous citions ce mot de Clemenceau :
« *La France ne serait plus la France, si elle refusait de nous entendre* ».

Ce 12 novembre 2023, les Français nous ont entendus.

Et pourtant : jusqu'au dernier moment, la crainte nous habitait. La crainte que la mobilisation ne prenne pas. La crainte de rues clairsemées.

Nous fûmes donc les premiers surpris par une telle marée humaine.

Mais il y a un point qui me surprend plus encore. C'est le fait que deux ans après, de nombreux Français me parlent encore de cette marche. C'est le fait que nous soyons ici réunis, pour la commémorer, comme un évènement qui a fait date.

Alors pourquoi ce succès ? Pourquoi cette postérité ?

Car je le crois profondément : cette marche nous a fait du bien.

Elle nous a rappelé que la France, la vraie, n'est pas antisémite.

La France, notre France, c'est celle d'Adolphe Crémieux, d'Alfred Dreyfus et d'Émile Zola. C'est la France de Simone Veil et de Robert Badinter.

C'est la France des Lumières.

C'est la France de ces maires qui à Bayonne, Cannes, Lyon, Montpellier, Nice partout en France, ont planté des oliviers de la paix en hommage à **Ilan Halimi**, quand l'un d'entre eux fut arraché et profané.

C'est cette France-là, belle et fraternelle, que nous chérissons et défendons. Cette France qui se lève et s'engage pour l'autre.

**

Oui, je suis fière de nous. Fière de ce que nous avons réussi.

Et quand je vois l'énergie et l'engagement de nos concitoyens, je suis aussi optimiste pour l'avenir de notre pays.

Mais si je suis optimiste, je suis aussi lucide sur la haine qui hélas prospère dans notre pays.

Nous l'avons encore déploré, avec consternation, la semaine dernière, à la Philharmonie de Paris lors du concert de l'Orchestre philharmonique d'Israël. Les actions qui ont été menées pour perturber la représentation sont proprement irresponsables, intolérables et dangereuses. La France, notre France, c'est celle qui s'attachera toujours à respecter la liberté artistique, le dialogue, la culture, le respect mutuel et bien sûr le refus total de tout antisémitisme.

Cette explosion du venin antisémite est malheureusement une réalité dans notre pays : vous en avez rappelé, plus tôt, **les chiffres accablants et effrayants**.

Cet effroi face au retour de la haine, Robert Badinter, lui qui repose désormais au Panthéon, l'avait aussi connu, je le cite : « *Jamais, vous m'entendez, jamais je n'aurais cru que j'entendrais à nouveau crier dans les rues de Paris "Mort aux Juifs" ...* ».

Ces mots, il les avait tenus en 2014. C'était il y a 11 ans. C'était il y a un siècle.

**

Ce retour de la haine antisémite, nous l'avons tous vécu, à des degrés divers, dans notre chair.

Mais je le dis aussi : pour chaque agression, pour chaque plainte que j'ai déposée, j'ai reçu cent fois plus de soutiens.

Tous étaient sincères, bien intentionnés, aimants et aidants.

Mais je vous dois une confiance : même les meilleures intentions du monde peuvent parfois m'agacer. Je n'ai besoin de personne pour savoir que je suis chez moi, en France.

En tant que femme, en tant que Juive, en tant que Présidente de l'Assemblée nationale, je refuse toute assignation, même bienveillante, même compatissante.

La France en laquelle je crois n'est pas celle qui assigne, c'est celle qui unit.

C'est la France du 12 novembre. La France qui se lève pour ses valeurs.

**

Cette France-là, cette société de l'engagement, il nous faut continuer à la porter, à l'incarner.

Car cette marche, ne nous y trompons pas, n'était pas un aboutissement. C'était un commencement.

Ce n'est pas une marche d'un jour ; c'est un engagement de tous les jours.

Alors, après la marche du 12 novembre 2023, si je peux lancer un « **Appel du 12 novembre 2025** », ce serait celui-ci : cette marche, continuons-la.

Faisons chacun, chaque jour, un pas de plus pour la République.

**

Bien sûr, à l'Assemblée nationale, nous faisons ces pas. Nous prenons notre part. Nous avons voté la loi du 31 juillet 2025 pour lutter contre l'antisémitisme dans l'enseignement supérieur. Une loi qui renforce la prévention, systématise le signalement et durcit les sanctions contre les actes antisémites.

Et il le fallait. Le documentaire qui a été diffusé montre ce qui se passe dans certaines de nos universités – dans ces lieux de savoir devenus lieux de haine.

Oui, adopter des lois est nécessaire. Mais ce n'est pas suffisant. Encore faut-il qu'elles **soient appliquées avec rigueur** pour que les auteurs de haine soient effectivement poursuivis et condamnés.

C'est pourquoi je me félicite **des circulaires très volontaristes émises le mois dernier** par le Garde des Sceaux. Il a exigé que des réponses « *fermes, rapides, et dissuasives* » soient systématiquement prises contre tous les actes et propos antisémites ou appelant à la « *négation ou à la destruction de l'État d'Israël* ».

Et cette fermeté doit s'appliquer partout. **Dans le monde réel, comme dans le monde virtuel**, où la haine trouve un écho redoublé. Une étude de l'UNESCO l'a en effet montré : sur le TikTok français, **plus d'un quart des posts liés à la Shoah** nient ou déforment l'histoire de l'Holocauste.

À ce fléau numérique, la **loi visant à sécuriser et réguler l'espace numérique du 21 mai 2024** apporte un certain nombre de réponses, notamment en prévoyant une peine complémentaire de bannissement des réseaux sociaux pour ceux qui propagent la haine en ligne et attentent à nos valeurs fondamentales.

Cette année, pour la première fois, cette peine de bannissement a été prononcée par la justice, dans une affaire de pédopornographie – et cette première application doit désormais en appeler bien d'autres, contre tous ceux tenant des propos antisémites et haineux sur les réseaux sociaux.

**

Mais c'est la Présidente de l'Assemblée nationale qui vous le dit : cette réponse législative et pénale effective, si indispensable soit-elle, ne suffira pas à elle seule. Nous aurons beau voter 2000 textes de plus, si les cœurs ne changent pas, si les consciences ne s'éveillent pas, l'encre de nos lois sèchera en vain.

C'est pour cela que nous devons relancer ou actualiser notre "Appel du 12 novembre". Pour en faire un appel à l'engagement de tous.

Et cet engagement citoyen, c'est d'abord à **notre jeunesse** que nous le devons.

Vous avez rappelé les chiffres de la haine antisémite. Mais il est d'autres statistiques que je trouve tout aussi glaçantes.

46% de nos jeunes, de 16 à 24 ans, disent n'avoir jamais entendu parler de la Shoah. **60%** ignorent ce que fut la rafle du Vel' d'Hiv'.

Nous connaissons ce mot si tragique et véridique d'Elie Wiesel : « *Oublier les morts serait les tuer une seconde fois* ».

Que dirait-il aujourd'hui ?

Voilà notre véritable échec. Nous risquons de devenir un peuple de somnambules et de replonger dans « La Nuit ».

Alors je voudrais vous lancer cette proposition : **je souhaite que chaque enfant de notre République puisse se rendre, au moins une fois dans sa scolarité, sur un lieu de mémoire de la Shoah.**

Nous connaissons la force de l'éducation par la pierre, par le patrimoine, par l'identification aux héros locaux également.

C'est pourquoi je vais à chaque fois voir des jeunes, partout en France, pour transmettre cette mémoire de l'indicible – encore récemment à **Toul** auprès de centaines de collégiens et lycéens.

C'est pourquoi je soutiens de toutes mes forces la **Maison des enfants d'Izieu**, dont la tragédie parle tant à notre jeunesse. Je m'y suis rendue à deux reprises - et nous étions encore, il y a peu, cher Yonathan Arfi, à un événement en soutien de la Maison d'Izieu.

Et c'est pourquoi j'ai ouvert plus largement l'Assemblée nationale à cette mémoire de la Shoah, en accueillant par exemple, à la fin de l'année dernière, une exposition intitulée « Déportés, j'avais ton âge » - qui a été vue, chaque jour, par des centaines de jeunes.

**

Alors oui, la marche du 12 novembre n'est pas terminée. Continuons à marcher, chaque jour, pour la République et pour nos valeurs.

Je sais que je peux compter sur vous.

Que je peux compter sur toi, cher Yonathan Arfi, et sur le CRIF, dont je sais tout l'ardent engagement pour transmettre les valeurs de la République.

Et je sais, cher Gérard, que je pourrai toujours aussi compter sur toi.

Quelques jours après la marche, le Trombinoscope nous a décerné le prix des personnalités politiques de l'année. Et comme tu l'avais si bien dit, ce prix ne récompensait pas notre duo, il récompensait **l'orchestre symphonique** que nous avons formé, ce jour-là, avec les Français.

Car nos concitoyens n'attendent pas de nous la division. Ils ont besoin de responsables capables de rassembler et d'être les **garants de l'essentiel**.

Et, cher Gérard, je le dis ici : **nous serons toujours là pour l'essentiel.**

L'essentiel, ce sont les valeurs de notre République. C'est l'État de droit. C'est le Préambule de 1946.

L'essentiel, c'est aussi la **stabilité institutionnelle** : et dans cette période tumultueuse, où tant de nos concitoyens se sentent parfois perdus, nous tenons la barque. Nous sommes parmi les gardiens de nos institutions et notre État de droit.

Nous l'avons fait pour la République face à l'antisémitisme.

Et nous l'avons fait aussi, il y a un an, jour pour jour, en nous rendant ensemble, lors d'un déplacement aussi crucial qu'inédit, en **Nouvelle-Calédonie**, pour recoudre les fils du dialogue et du destin commun calédonien. Avec cette même volonté de rassembler et de réconcilier.

Car cher Gérard, si nos parcours et nos sensibilités sont différents, au fond, nous avons la même conviction. Face aux haines, face aux fractures, nous n'avons pas seulement le *pouvoir* d'agir. Nous en avons *le devoir*.

**

Le devoir de refuser la fatalité. Le devoir de poursuivre le combat pour la concorde et pour la paix, partout et toujours, en France, comme dans toutes les régions du monde. Notre République porte en effet un message universel : celui du respect, du dialogue et de la dignité humaine.

Mesdames, Messieurs, deux ans après notre marche pour la République et contre la haine – une haine qui sévit dans toutes les régions du monde – c'est aujourd'hui une autre marche que je voulais saluer avec vous.

Une marche difficile et incertaine : celle vers la paix **au Proche-Orient**.

Cet espoir de paix, si souvent brisé, renaît pourtant aujourd'hui.

J'ai salué, devant la représentation nationale, l'accord de cessez-le-feu obtenu à Charm el-Cheikh, et la **libération des derniers otages** israéliens vivants.

C'est une nouvelle que nous attendions tant - et qui nous a remplis d'une joie immense.

Pour les familles des otages, avec le Président du Sénat, avec le CRIF, nous avons toujours été là. Pour les accompagner. Pour partager leur angoisse. Pour les soutenir lorsqu'elles apprenaient l'insoutenable.

Nous avons aussi répondu présents, au Parlement, **pour bâtir la paix**, en s'appuyant sur ce formidable levier d'action que constitue **la diplomatie parlementaire**.

Cette diplomatie, c'est la diplomatie des peuples. C'est elle qui permet de renouer les fils du dialogue quand les autres semblent rompus.

Cette diplomatie, nous l'avons fait vivre ces dernières années, en multipliant les déplacements, échanges, dialogues, à travers nos Commissions des affaires étrangères et groupes d'amitiés respectifs.

Et cette diplomatie parlementaire, nous l'avons fait vivre aujourd'hui même, à l'Assemblée nationale, où j'ai reçu Mahmoud Abbas, Président de l'État de Palestine, aux côtés d'une délégation transpartisane de députés.

Ensemble, nous avons échangé pour voir comment graver dans le marbre le chemin de paix qui se dessine enfin dans la région.

Mais ce chemin est encore précaire. Le cessez-le-feu à Gaza a pu vaciller. L'aide humanitaire se fait toujours au compte-gouttes. Et le Hamas doit encore rendre toutes les dépouilles d'otages.

Soyons clairs : ce n'est pas encore la paix.

La seule solution durable est politique : **garantir la sécurité d'Israël, tout en rendant effectif le droit des Palestiniens à un État.**

Et pour ce faire, avec nos partenaires européens, américains et arabes, nous poursuivons trois objectifs. Premièrement, la reprise massive et sans entrave des opérations humanitaires. Deuxièmement, la restauration de la sécurité qui passe par la mise en place d'une force internationale de stabilisation, et par la formation des forces palestiniennes de sécurité. Troisièmement, la gouvernance de Gaza au sein de laquelle les Palestiniens ont un rôle essentiel à jouer.

Ne passons pas à côté de cette nouvelle dynamique.

**

Mesdames, Messieurs,

J'ai parlé de Robert Badinter. J'ai parlé d'Elie Wiesel. Pour conclure, j'aimerais vous parler de Simone Veil.

À l'Assemblée nationale, en septembre dernier, nous avons inauguré une œuvre d'art magnifique de Daniel Hourdé : « *l'Arbre aux mille voix* », un arbre de métal dont les mille feuilles célèbrent mille chefs-d'œuvre de la littérature mondiale.

Mais à ces mille voix, j'ai tenu à ce que nous en ajoutions une 1001^e. Une voix qui a résonné avec une force singulière dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale. Une voix qui nous oblige. La voix de **Simone Veil**.

Cette 1001^e feuille que j'ai accrochée, fut celle de son livre-témoignage intitulé « *Pour les générations futures* ». Un inédit dans lequel elle transmet un message d'espoir, mais aussi un puissant appel à l'engagement, tourné vers la jeunesse de notre pays.

Un appel qu'elle conclut par cette exhortation : « ***Il faut avoir ce courage pour les générations futures.*** » Et ce courage, je sais que nous l'aurons toujours ensemble.